

CONFERENCE DES EVEQUES DU TOGO



ELABORATION DE LA POLITIQUE D'ASSISTANCE DE L'OC DI /
CARITAS TOGO

TERMES DE REFERENCE

Juillet 2020

Contenu

I- Contexte et justification.....	2
II- Objectifs.....	2
III- Résultats attendus.....	3
IV- Méthodologie.....	3
V- Zone de l'étude.....	4
VI- Livrable.....	4

I- Contexte et justification

Suite aux différentes crises économiques, les politiques sociales sont confrontées à des défis majeurs, nouveaux par leur ampleur sinon par leur contenu : l'explosion du chômage, l'extension de la pauvreté, l'exacerbation des tensions inter-ethniques, la montée de la délinquance, le développement de la précarité... Autant de défis qui appelaient des formes d'intervention contrastant singulièrement avec celles mises en œuvre par le passé.

Ce nouveau contexte amène les pouvoirs publics et les organisations qui offrent des services sociaux à revoir leur stratégie d'intervention et se doter de politiques appropriés pour plus d'efficacité de leur mission.

Depuis l'antiquité, l'Eglise, a comme tâche la pratique de la charité qui consistait à venir au secours des personnes en situation difficile. Selon l'encyclique « Deus Caritas Est » du Pape Benoît XVI, la nature profonde de l'Eglise s'exprime à travers une triple tâche à savoir (i) l'annonce de la parole, (ii) la célébration des sacrements et (iii) le service de la charité. L'exercice de la charité s'effectue sans discrimination aucune : c'est la parole du Bon Samaritain, mais s'exerce de façon plus exigeante encore au cœur de la « famille » ecclésiale, et pour chacun de ses membres. Or, aujourd'hui, cette famille ecclésiale a connu beaucoup de transformation due à l'évolution de la société. Selon une étude réalisée par la Caritas Togo en 2018, sur le thème « *Etat des lieux de l'organisation de la charité dans les communautés de base de l'Eglise catholique au Togo* », la famille ecclésiale au Togo est très fragilisée. Les communautés ecclésiales de base ne sont plus structurées et bien organisées comme par le passé. Elles ne sont fonctionnelles que sur 66% des paroisses au Togo. La pratique de l'assistance telle que préconisée et organisée par l'Eglise est difficilement respectée.

L'Organisation de la Charité pour un Développement Intégral (OCDI) qui est une organisation de l'Eglise Catholique chargée de la pastorale sociale de l'Eglise Catholique au Togo, a pour mission d'agir dans l'intérêt du bien-être de l'homme et de tout l'homme sans distinction de genre, d'âge, d'appartenance ethnique ou raciale, voire politique et religieuse. Elle s'est dotée d'un service de Coordination Santé, Assistance et Secours d'Urgence (C-SASU) qui constitue un mécanisme structurel pour une meilleure organisation de cette charité. Dans l'organisation du réseau de l'OCDI, la coordination de ce service est assurée par le niveau national avec des services décentralisés au niveau des diocèses.

Le service de coordination santé, assistance et secours d'urgence organise le secteur de la santé de l'Eglise Catholique et ses activités, assure la coordination des formations sanitaires catholiques (FSC), veille au respect de la politique nationale de santé par les formations sanitaires catholiques, assure et promeut l'assistance aux nécessiteux, malades, orphelins, vieillards, réfugiés, marginalisés, et toute sorte de personnes handicapées sans distinction de sexe, de religion, apporte des secours d'urgence en cas de catastrophe aux populations sinistrées.

Leur mode de fonctionnement étant basé sur les familles ecclésiales de base, les services SASU semblent ne pas être efficaces aujourd'hui aussi bien au niveau des diocèses qu'au niveau de la Nationale.

Par ailleurs, l'évaluation des projets « Structuration du secteur de la santé de l'Eglise catholique et Appui institutionnel et Coordination santé » a relevé un certain nombre de difficultés d'organisation au niveau du service CSASU qui n'a pas encore un système bien huilé pour la gestion des urgences surtout des cas sociaux.

Bref, l'assistance aux cas sociaux par l'OCDI / Caritas Togo qui a ce mandat au sein l'Eglise Catholique, souffre d'inexistence d'un mécanisme et cadre formel d'intervention. Il n'existe pas de protocole de prise en charge de cas sociaux formalisé pouvant permettre aux agents du service d'assistance de travailler sur une base formelle connue de tous. Leurs interventions sont sujettes à des choix subjectifs non basés sur les orientations et critères préalablement définis.

Ainsi, pour se conformer aux évolutions des communautés ecclésiales de base et pallier aux insuffisances notées dans le service d'assistance, l'OCDI / Caritas Togo, recherche et sollicite l'appui d'un consultant afin de se doter d'une politique d'assistance assortie d'un protocole de gestion des cas sociaux sans s'écarter de la doctrine sociale de l'Eglise.

II- Objectif de la mission

La mission a pour objectif général de doter l'OCDI / Caritas Togo d'une politique d'assistance assortie d'un protocole de gestion des cas sociaux.

De façon spécifique, il s'agira de :

- Rappeler les fondements et enjeux et définir les droits, devoirs et prérogatives en matière d'assistance ou de l'aide sociale au Togo ;
- Définir les axes stratégiques et domaines prioritaires d'assistance de l'OCDI / Caritas Togo ainsi que les principes qui les fondent ;
- Définir les dispositifs qui concrétisent les orientations stratégiques définies ;
- Définir les systèmes d'acteurs au sein de l'Eglise porteurs du dispositif : lien d'hierarchie, lien de coopération, etc.,

III- Résultats attendus

A l'issue de l'étude, les résultats suivants sont attendus :

- Un document de politique d'assistance sociale de l'OCDI / Caritas Togo est élaboré et validé par les tous les acteurs ;
- Un document de protocole d'assistance présentant les différents types d'assistance et leur modalité d'application (minimum social par type de cas, la nature des aides, les preuves de vérification de la situation présentée, le mode d'intervention par type de cas) ainsi que les différents outils nécessaires, est également produit et validé ;

IV- Méthodologie

L'approche méthodologique pour conduire la mission de manière générale sera concertée, participative, multi acteur.

Les différentes étapes qui doivent être observées sont les suivantes :

- La collecte de données terrains auprès des acteurs de l'assistance dans le réseau OCDI et autres acteurs étatique et privés ainsi qu'auprès des groupes organisés ou non des bénéficiaires potentiels des assistances (personnes malade, femmes vulnérable, jeunes demandeur de l'aide, etc.) ;

- L'élaboration d'une note de cadrage de la politique d'assistance avec propositions des axes et dispositif d'intervention ;
- La restitution des lignes principales de la note de cadrage au niveau national et avec des représentants des diocèses ;
- La rédaction de la première version du document de la politique ainsi que le document de protocole d'assistance pour discussion lors d'un atelier de validation ;
- La rédaction de la version finale du document de la politique d'assistance et du protocole d'assistance.

V- Zone de l'étude

Pour une meilleure couverture de cette étude, les 7 diocèses du réseau OCDI et la nationale seront visés.

VI- Livrable

A l'issue de l'étude, un document de la politique d'assistance assorti d'un protocole de gestion des cas sociaux sera élaboré et validé par l'ensemble des acteurs du réseau OCDI.

VII- Durée de la mission

La mission est prévue pour une durée de 20 jours.

VIII- Profil du Consultant

Le consultant doit avoir un niveau de qualification d'au moins BAC + 5 en sociologie du développement ou tout autre domaine connexe, possédant une expérience dûment prouvée de cinq (05) ans au moins dans la réalisation des études ou/ et dans l'élaboration des politiques et procédures opérationnelles.

IX- Composition du dossier de Candidature

L'offre technique doit comporter les éléments suivants :

Une lettre d'intérêt et de disponibilité du consultant,

Une méthodologie proposée pour la réalisation de la mission, incluant un chronogramme de l'activité et les sources documentaires/données de base ;

Un curriculum vitae du /de la consultant(e) mettant en valeur ses expériences et ses compétences en lien avec la mission ;

La liste de références,

La liste et preuves des missions similaires,

L'offre financière devra comprendre un forfait d'honoraire total (y compris toutes autres charges liées à la réalisation de la prestation) ;

X- Dépôt du dossier de candidature

Le dossier de candidature doit- être envoyé sous la forme électronique à l'adresse suivante : recrutement.ocdi.nat@gmail.com avec copie à ocdi-nationale@ocdi-nationale.org au plus tard le 27 juillet 2020.